

Le 06 octobre 2023

Allocations d'études ; arrêtez vos fausses promesses

Face à une crise inflationniste qui aggrave davantage la précarité existante, malgré les mobilisations étudiantes incessantes des quatre dernières années, les appels alarmants des associations de terrain et les recommandations des experts, **les responsables politiques ne sont pas capables de tenir leurs promesses et débloquent le budget nécessaire pour une réforme des allocations d'études.**

Les étudiants et leur famille souffrent d'une précarité grandissante et attendent une réforme ambitieuse sur les allocations d'études, malgré les promesses. Le gouvernement s'est engagé à revoir le système d'allocations d'études dans son accord de majorité, ainsi dans une résolution interparlementaire relative à la précarité étudiante votée à l'unanimité. A la suite des résultats du conclave, aucun budget additionnel n'a été alloué pour concrétiser cette promesse. Cela révèle un manque de volonté flagrant de la part de la ministre Françoise Bertieaux, ainsi que des partis de la majorité PS et ECOLO, pour faire de la lutte contre la précarité étudiante une priorité. Les étudiants n'oublieront pas.

La lutte contre la précarité étudiante commence par une évaluation précise du coût réel d'une année d'étude. C'est pourquoi, dans les premiers éléments présentés dans le cadre de la réforme, il est essentiel de reconnaître que le coût moyen d'un logement étudiant n'est pas de 280€, mais plutôt de 450€ en moyenne. Les dépenses liées à l'alimentation connaissent une hausse alarmante, conduisant un nombre croissant de jeunes à se retrouver devant les files des épiceries sociales. Il est inacceptable qu'un étudiant sur deux ait du mal à se nourrir à la fin du mois, et que de nombreuses familles ne parviennent plus à boucler leur budget.

Sans l'ajout de financements supplémentaires, le budget actuel est insuffisant pour atteindre les objectifs fixés par le gouvernement, visant à une amélioration significative du système des allocations d'études. L'ambition affichée par le cabinet de ministre est d'empêcher que les coûts liés aux études ne plongent les familles dans la pauvreté, mais le budget actuel ne peut permettre une estimation réelle du coût d'une année d'étude.

Jusqu'à présent, aucune mesure significative n'a été prise pour améliorer les allocations d'études, malgré les engagements pris. La ministre doit maintenant consulter la société civile pour répondre aux besoins prioritaires et éviter d'appauvrir certains étudiants au profit d'autres. La précarité étudiante est pressante.



Présidente de la FEF: **Emila Hoxhaj** | T 0492 27 87 52 | emila.hoxhaj@fef.be